



L'UE veut renforcer sa coopération avec le gouvernement israélien raciste

Description

Par David Cronin, le 31 août 2023



La « sécurité » fait partie des domaines dans lesquels l'UE souhaite approfondir sa coopération avec la coalition dirigée par Benjamin Netanyahu. (via Twitter)

L'Union européenne a-t-elle capitulé discrètement face à Benjamin Netanyahu ?

En 2017, on a entendu Netanyahu déplorer le fait que l'UE mettait des « conditions politiques » à ses relations avec Israël, qualifiant cette position de « cinglant ».

Six ans plus tard, l'élite bruxelloise affirme cependant que « notre amitié [avec Israël] ne saurait être soumise à aucune condition ».

C'est du moins la position affirmée par Margaritis Schinas, vice-président de la Commission européenne, lors de sa visite à Tel Aviv en juin. Un document d'information préparé pour son voyage montre clairement qu'il prône des relations plus étroites avec l'actuelle coalition dirigée par Netanyahu, bien que celle-ci soit la plus droite depuis la création d'Israël.

Le document obtenu en invoquant la liberté d'accès à l'information affirme que « nous pouvons renforcer encore notre coopération ».

Le domaine de la « sécurité » figure parmi les domaines politiques dans lesquels cette coopération peut être approfondie.

L'inclusion est significative.

Il y a quelques mois, les envoyés de l'UE à Tel Aviv ont annulé une réception à laquelle Itamar Ben-Gvir, le ministre israélien ouvertement raciste de la Sécurité nationale, souhaitait assister. Pourtant, le message envoyé par Schinas était bien que l'UE désirait toujours des liens encore plus étroits avec l'appareil israélien de « sécurité ».

Les principales conditions auxquelles sont soumises les relations UE-Israël se trouvent dans un « accord d'association ». L'accord entré en vigueur il y a plus de vingt ans stipule que toutes les transactions « devront être fondées sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques ».

Il est évident depuis longtemps que l'UE n'est pas disposée à imposer ces conditions.

Malgré ses violations régulières des droits du peuple palestinien, Israël a reçu plusieurs reprises le message que l'UE souhaitait renforcer leurs liens.

Le document voir ci-dessous préparé pour le voyage de Schinas à Tel Aviv, donne une idée de la façon dont les relations entre l'UE et Israël se sont récemment réchauffées. Il décrit Israël comme « un véritable ami, un véritable partenaire » pour l'UE, et « un allié sur des questions majeures allant de l'IA et de la technologie au changement climatique ».

Démocratie?

Israël n'a jamais été une démocratie en ce qui concerne le peuple palestinien. Si l'actuel gouvernement réussit à imposer sa politique, Israël ne sera plus une véritable démocratie même pour ses citoyens juifs.

Le dispositif judiciaire israélien a toujours fait partie intégrante du système d'apartheid. Se montrant hostile aux droits humains fondamentaux, la plus haute juridiction israélienne est allée jusqu'à donner son aval à la torture de prisonniers palestiniens.

Le pouvoir judiciaire est néanmoins trop autonome au goût des politiciens israéliens les plus extrémistes. Ils proposent désormais une législation qui empêcherait la plus haute juridiction d'annuler des décisions visant à intensifier l'oppression de la population palestinienne.

L'ONU elle devrait plutôt rappeler à l'ordre les tribunaux qui soutiennent la torture, l'Union européenne recherche activement un accord de coopération judiciaire avec Israël.

C'est bien le message qui fut délivré par Ladislav Hamran, président d'Eurojust à l'agence européenne pour la coopération en matière de justice pénale lors d'une visite au Moyen-Orient en juillet.

Une note préparatoire pour son voyage indiquait qu'Israël avait exprimé, lors de discussions tenues en novembre de l'année dernière, son intérêt pour la négociation d'un partenariat avec Eurojust mais que « malheureusement, il n'y a eu aucun progrès depuis ».

Les responsables de l'UE attendent toujours une manifestation formelle d'intérêt d'Israël via une lettre et la désignation d'une équipe de négociation. La note d'information voir ci-dessous recommande à Hamran de souligner, dans ses conversations avec les représentants israéliens, la volonté de l'UE de « démarrer des négociations dès que possible ».

Autocensure

Dans un article récent, j'ai révélé que l'UE avait pour politique de s'abstenir de toute action susceptible d'offenser Israël.

La note d'information destinée à Hamran suggère que le personnel de l'UE, même dans ses discussions internes, n'ait évoqué Israël qu'avec la plus grande prudence.

La note fait référence à la rédaction par des administratifs d'un accord distinct sur la coopération policière entre l'UE et Israël. L'accord n'a pourtant pas été obtenu de l'approbation du Parlement européen et de certains gouvernements de l'UE en raison de problèmes de territorialité.

De telles questions sont susceptibles d'entraver la négociation d'un accord de coopération avec Eurojust, ajoute la note.

Les questions de territorialité concernent certaines propositions de cet accord de coopération policière qui la verrait s'étendre aux territoires conquis par Israël en juin 1967.

en dâ??autres termes, Ã des territoires sous occupation militaire.

Le projet dâ??accord de coopÃ©ration policiÃ©re aurait permis Ã IsraÃ©l un accÃ©s quasi illimitÃ© aux donnÃ©es obtenues par lâ??UE en Cisjordanie, y compris Ã JÃ©rusalem-Est, sur le plateau du Golan et Ã Gaza.

LÃ©oÃ©1 il aurait pu dÃ©cliner les questions en termes clairs et simples, le personnel dâ??Eurojust, prÃ©parant la visite de Hamran, a, semble-t-il, senti le besoin de recourir aux euphÃ©mismes.

Une attitude Ã©vasive similaire est visible dans une note dâ??information prÃ©parÃ©e pour une rÃ©union entre Hamran et Akram al-Khatib, le procureur gÃ©nÃ©ral de lâ??AutoritÃ© palestinienne.

La note mentionne quâ??al-Khatib Ã©tait Ã« fortement impliquÃ© dans lâ??enquête sur la mort de la journaliste chevronnÃ©e Shireen Abu Akleh Ã».

Tout en reconnaissant quâ??Abu Akleh fut Ã« abattue alors quâ??elle faisait un reportage sur un raid dans le camp de JÃ©nine Ã», la note ne prÃ©cise pas explicitement quâ??elle fut tuÃ©e par des soldats israÃ©liens.

MÃ©me sâ??il nâ??existe aucun doute IÃ©-dessus, les responsables europÃ©ens se sont autocensurÃ©s. Dire la simple vÃ©ritÃ© devient apparemment tabou.

[La note dâ??information TÃ©lÃ©charger](#)

David Cronin est rÃ©dacteur adjoint de *The Electronic Intifada*. Ses livres incluent : *Balfourâ??s Shadow: A Century of British Support for Zionism and Israel and Europeâ??s Alliance with Israel: Aiding the Occupation*.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction BM pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. collaboration
2. coopÃ©ration
3. extrÃ©me-droite
4. fascisme
5. fasciste
6. gouvernement
7. rÃ©gime
8. UE
9. Union EuropÃ©enne

date crÃ©Ã©e

2023/09/01